

Lutte de classe

Retraites. PS. Fin de l'illusion. (23.05)

Le PS est sur la même position que le gouvernement qui consiste à obliger les travailleurs à partir plus tard à la retraite.

La référence à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans était purement formelle dans les propositions du PS du 18 mai. Dans la pratique où déjà en moyenne les travailleurs qui perçoivent une retraite complète partent à la retraite à 61,5 ans, il s'agit pour les tenants du capitalisme UMP-PS de faire en sorte que les travailleurs travaillent toujours plus longtemps pour prétendre à une retraite complète, donc au-delà de 61,5 ans.

En disant "*personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal*", Jean-Marie Le Guen met fin à l'illusion qui aurait consisté à penser que le PS défendait le droit pour l'ensemble des travailleurs (hors régimes spéciaux plus avantageux) de partir à la retraite à 60 ans avec une pension complète.

Jean-Marie Le Guen, proche de Dominique Strauss-Khan :

« *Dominique Strauss-Kahn est tout à fait dans le sens de ce que dit le Parti socialiste.* »

« *Il y a l'âge réel et l'âge légal. Ceux qui font croire que la position du Parti socialiste est de mettre l'âge réel de départ à la retraite à 60 ans mentent. Le Parti socialiste est pour un âge légal de départ à la retraite à 60 ans. C'est un droit individuel, pas une obligation collective.*

On ne doit pas toucher à l'âge légal, mais l'âge réel a vocation à reculer en raison de l'évolution démographique. Le Parti socialiste prend aussi en compte dans son texte l'évolution démographique et compte d'ailleurs dessus pour financer son plan. Personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal. »

Aubry le 26 janvier, cette fois sur le plateau de TF1 :

« *Il faut distinguer l'âge légal du départ à la retraite : nous pensons que chaque Français doit continuer à avoir le droit de partir à 60 ans, c'est le cas aujourd'hui, ça doit rester un droit. [...] La réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit.* » (Rue89 22.05)

Le PS, le parti du capital.

Le PS est ce qu'il est, ce qu'il a toujours été. Si vous avez lu les derniers articles de presse parus hier qui reviennent sur les déclarations de Strauss-Kahn sur France 2 jeudi, vous aurez remarqué que l'ensemble des médias continuent d'affirmer que le PS serait pour conserver la retraite à 60 ans, tout en sachant que c'est absolument faux, ainsi ils couvrent l'opération d'enfumage du PS, ce que le gouvernement a parfaitement compris également, tout en étant dans son rôle en critiquant les propositions du PS.

Il s'agit dans les faits, aussi bien pour les médias que pour le gouvernement, de préserver l'image du PS comme parti d'opposition à l'UMP, comme recours à l'UMP en cas de crise ouverte du régime, pour le sauver, un parti qui se veut et que les uns et les autres s'emploient à présenter comme étant proche des malheureux travailleurs qui souffrent, et dont finalement le PS n'a rien à foutre comme on le sait.

Il apparaît clairement que le PS mène un combat politique au côté de l'UMP contre le prolétariat pour le compte du capitalisme. Il n'y a donc rien à attendre de ce parti bourgeois. Ce qui est vrai aujourd'hui l'était déjà autrefois, mais pendant près d'un siècle on a fait mine de l'ignorer.

On a, nos dirigeants qui se réclament ou se réclamaient du trotskisme ont fait passer volontairement au second plan sa véritable nature de classe sous prétexte que des couches progressistes de la petite-bourgeoisie se reconnaissaient dans ce parti, alors qu'il se servait uniquement du prolétariat comme moyens pour faire pression sur les différents gouvernements qui se sont succédés au cours du XXe siècle pour préserver leurs privilèges ou en conquérir de nouveaux, sans se soucier de la situation dramatique que vivaient pendant ce temps-là des millions de travailleurs et leurs familles.

Il ne serait pas faux d'affirmer que nos dirigeants qui définissaient le PS comme un parti ouvrier-bourgeois, appartenant eux-mêmes pour la plupart à ces couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes privilégiés, ont ainsi fait passer leurs propres intérêts individuels avant ceux collectifs de la classe ouvrière. Pour camoufler leurs véritables intentions ils ont eu recours aux mêmes expédients que ceux utilisés par le PS en limitant leur combat à l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat qui profiterait en premier lieu à la petite-bourgeoisie qui assurerait la stabilité et la pérennité politique du régime.

Les organisations trotskistes (OCI - LCR) n'étaient en réalité que des formations politiques petites-bourgeoises opportunistes finalement plus promptes à servir les intérêts du régime en subordonnant le prolétariat au capitalisme et sans jamais rompre réellement avec le PS et le PCF ou les appareils pourris des syndicats.

C'est aujourd'hui la plus gigantesque crise que le capitalisme ait connu depuis 80 ans qui conduit le PS à monter au créneau pour tenter d'assurer la survie du capitalisme, ce qui implique de s'en prendre également aux privilèges de la petite-bourgeoisie, mais il ne peut pas aller trop loin ou ouvertement dans cette voie sans prendre le risque de se coucher des couches de cette classe qui entendent continuer de vivre comme avant, voilà à quelle contradiction le PS est confronté.

Méfions-nous des apparences. En soutenant le plan du gouvernement envers les banquiers, le PS n'a pas violé ce pacte passé avec les couches progressistes de la petite-bourgeoisie, dans la mesure où ces couches étaient totalement inféodées au capitalisme, pour elles, sauver les banquiers c'était à la fois sauver leurs propres intérêts.

On est évidemment loin ici de toutes préoccupations de sa part touchant au sort de la classe ouvrière, classe sociale qui lui apparaît totalement étrangère.

Pendant plus d'un demi-siècle on s'est employé minutieusement à fait croire à la classe ouvrière que son sort était forcément lié à celui du PS (et avant lui la SFIO) et du PCF (par le biais du front unique mis à toutes les sauces), lui interdisant ainsi tout autre perspective politique que la situation que l'on a sous les yeux aujourd'hui. Ironie de l'histoire, ceux qui ont sans cesse roulé pour les appareils du PS ou du PCF sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui montent au créneau pour tenter de les sauver de la décomposition finale en tentant de les associer à leur combat politique, tandis que ces partis mènent une politique de plus en plus ouvertement réactionnaire au côté du gouvernement.

Les avancées sociales qui ont eu lieu entre 1945 et 1980 et dont a bénéficié la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste et des institutions politiques du capital, ont surtout permis de masquer que le front unique ouvrier avait profité aux appareils du PS et du PCF. Le discours de l'époque consistait à porter nos regards et nos jugements uniquement sur les résultats obtenus sur le plan alimentaire, sans se soucier le moins du monde des conditions dans lesquels ils avaient été obtenus, conformément au comportement du petit-bourgeois pour lequel seule la satisfaction de ses besoins immédiats comptent, ce qui a interdit au mouvement ouvrier de se positionner dans une autre perspective que le capitalisme ou d'entamer sa rupture avec le capitalisme, le socialisme passant à la trappe. On en veut pour preuve qu'aujourd'hui aucun parti n'est capable de dire à la classe ouvrière ou à la petite-bourgeoisie : voilà de quelles manières nous réglerions telle ou telle question si nous étions au pouvoir, voilà comment vous vivriez quotidiennement dans une société socialiste... Normal, puisque leurs politiques ne se situent pas dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat. Tout se tient.

Tenter d'associer ces partis à leur combat politique ne peut apparaître aux yeux des travailleurs les plus avancés politiquement, que comme une tentative d'associer le prolétariat et ses militants aux projets anti-ouvriers du gouvernement. Ainsi le POI et le NPA ne peuvent que passer pour des complices du PS et du PCF qui soutiennent la politique du gouvernement. C'est en tout cas l'interprétation que ne manqueront pas

de faire également les travailleurs les plus arriérés politiquement qui constituent l'immense majorité du prolétariat, la chaire à canon que le régime utilise pour détruire nos droits sociaux.

Maintenant, le POI a infléchi sa politique en privilégiant le combat en direction des militants des autres partis (notamment) et non plus leurs dirigeants, bien qu'ici ou là il continue localement à s'adresser à eux (lettre à M. Aubry par exemple). Il est lui-même traversé par de cruelles contradictions après avoir recruté des républicains, des démocrates, des syndicalistes réformistes, des militants issus du PS et du PCF qui n'ont pas complètement rompu avec l'idéologie bourgeoise de leur ancien parti, sans parler du boulet que constituent son passé et dont ses dirigeants n'ont pu se débarrasser en changeant uniquement le nom et la structure de leur parti.

Quant au NPA, c'est pire qu'un panier de crabes, il faudrait consacrer un livre entier à ses contradictions pour en faire le tour. Indépendant du PS, Besancenot lui "tend la main" à la première occasion, le reste du temps il lorgne du côté du PG et du PCF qui demandent à l'Union européenne de mieux faire son boulot ! Passons.

Sarkozy a remis à l'ordre du jour la Constitution.

Il souhaite la modifier afin que le budget de l'Etat soit dorénavant conforme au développement économique de la construction de l'Union européenne qui représente les intérêts du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Ce serait les aléas du marché mondial entre les mains des banquiers et des spéculateurs qui dicteraient la politique économique et sociale de l'Etat et non plus la situation telle qu'elle existe dans le pays, on n'ose pas dire les besoins de la population bien que cela soit cela aussi, de façon très déséquilibrée en fonction des classes.

Ainsi l'Etat, c'est à dire, le Président, le gouvernement et les différentes institutions de la Ve République, ne serait plus que l'équivalent d'un conseil d'administration aux ordres de l'industrie financière internationale qui lui dicterait son budget annuel, à charge ensuite pour lui de faire en sorte que l'ordre règne, afin que les affaires puissent continuer tranquillement.

On pourrait estimer que cela ne changerait pas grands choses à la situation actuelle. Certes, sauf que ce n'est pas anodin sur le plan politique, car en inscrivant dans la Constitution que le fonctionnement de l'Etat serait soumis aux conditions dictées par le marché, tout en sachant que le PS n'abrogera pas cette clause, d'une part il ancre ouvertement le sort du pays à celui du capitalisme comme s'il devait être éternel, d'autre part, il modifie les rapports existant entre les classes au profit de la classe dominante, de telle sorte que tous les partis qui participeront aux institutions devront au préalable avoir accepté ce cadre fixé par la classe des capitalistes pour exercer leur mandat, ils devront se soumettre à la loi du marché qui dictera le fonctionnement des institutions, ce qui rendra impossible théoriquement et pratiquement toute participation à ces institutions de la part de véritables partis ouvriers.

C'est intéressant, car cela met en lumière le fait que la participation aux institutions aujourd'hui s'assimile déjà à de la collaboration de classes.

Par exemple, ce qu'un élu obtient d'un côté, prenons le blocage de la hausse du prix de la cantine dans les établissements scolaires, se traduira d'un autre côté par la hausse des impôts locaux ou la suppression d'un service communal, c'est l'histoire des vases communicants, il n'y a pas de mystère, il faut bien trouver l'argent quelque part et que quelqu'un paie. Participer aujourd'hui aux institutions revient à assumer le même rôle que les ONG, ce que l'Etat ne veut pas faire nous le faisons à sa place, mais finalement ce sont toujours les mêmes qui paient qu'on le veuille ou non.

Alors faut-il engager le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective de l'abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République, oui ou non ? Si ce n'est pas à l'ordre du jour demain (à défaut d'hier déjà), ce ne le sera jamais !